

pens du public dans l'intérêt d'un particulier.

M. LOGGIE: Je dirai tout d'abord que je n'exploite pas de fabrique de conserves de homard dans le district de Kouchibouguac. Il n'y a rien dans la construction de cette ligne qui ne soit parfaitement régulier. La région qui est à l'embouchure de la rivière qui va à Pointe-Sapin n'avait pas de téléphone, et comme c'est une très importante partie du comté de Kent d'où il s'expédie beaucoup de poisson frais, il était dans l'intérêt public de relier l'endroit avec la ligne du gouvernement à la pointe Escuminac. Il y a une ligne télégraphique entre Chatham de la pointe Escuminac depuis trente ou quarante ans. On l'a récemment convertie en une ligne téléphonique, et c'est cette ligne qu'on a reliée avec Chatham.

Pour l'achat du chemin de fer Lotbinière-Mégantic, sous l'autorité du chapitre 22 des Statuts du Canada, 1916, avec intérêt à 5 p. 100, à compter du 1er avril 1920, \$336,875.

M. PARENT: Cette somme a-t-elle été payée à la compagnie de chemin de fer?

L'hon. M. REID: Nous ne pouvions pas la payer avant que l'argent fût voté.

L'hon. M. FIELDING: Le ministre veut-il nous dire comment on a établi ce chiffre?

L'hon. M. REID: Le sous-ministre sera ici dans quelques instants. L'item peut rester en suspens et être repris plus tard.

(L'item reste en suspens.)

Chemin de fer du gouvernement canadien.—Pour le paiement de frais se rapportant à l'acquisition du Grand-Tronc et des réseaux qui s'y rattachent—nouvelle somme nécessaire, \$400,000.

L'hon. MACKENZIE KING: Quand l'arbitrage aura-t-il lieu?

L'hon. M. REID: On est à rassembler toute la preuve. Les fonctionnaires y travaillent depuis un certain temps. Les arbitres seront nommés dans quelques jours.

L'hon. MACKENZIE KING: Pas avant la prorogation du Parlement.

L'hon. M. REID: Cela n'a rien à y faire.

Prêt à la compagnie du Grand-Tronc, ne dépassant pas \$25,000,000.

L'hon. M. REID: Je propose d'amender cette disposition en ajoutant après le mot "mardi" à la dix-huitième ligne de la version anglaise, les mots "for any of the foregoing purposes". Les fonctionnaires me disent que cela en rendra le sens plus clair.

(L'amendement est adopté.)

[M. Léger.]

L'hon. M. MACKENZIE KING: Pourquoi le ministre a-t-il gardé cet item de \$2,000,000 jusqu'à ce dernier moment? Pourquoi ne l'a-t-on pas trouvé dans le budget principal?

L'hon. M. REID: Nous avons eu des vérificateurs à l'œuvre avec les livres du Grand-Tronc pour constater la situation et voir quelle somme il faudrait. Nous ne pouvions le faire avant l'adoption du bill.

Travaux publics.—Casernes pour les troupes permanentes, \$100,000.

L'hon. MACKENZIE KING: Encore une extravagance. Pourquoi cela?

L'hon. M. REID: La somme est pour la construction de casernes pour les troupes permanentes. Dans une lettre du 19 juillet, le ministère de la Milice et de la Défense a demandé la construction de casernes, comme suit: "District militaire n° 2, construction de deux casernes à Toronto pour deux escadrons". Suit un vaste programme de casernes, dont le coût total s'élève à deux millions deux cent deux mille cinq cents dollars. Nous n'entreprenons pas tout cela. Nous ne demandons cette fois que 100,000 dollars.

L'hon. MACKENZIE KING: Cela tend à démontrer que les critiques du chef de l'opposition ont eu quelque effet. Le ministre de la Milice a annoncé l'autre soir en comité que le Gouvernement avait l'intention de demander deux millions deux cent deux mille cinq cents dollars dans les prévisions budgétaires supplémentaires; mais aujourd'hui on ne demande plus que cent mille dollars. Je félicite le Gouvernement d'avoir eu le bon sens de réduire ce montant d'une somme de plus de deux millions; je le féliciterais davantage s'il abandonnait l'item tout à fait.

Ports et rivières.—Nouvelle-Ecosse, \$54,185.

M. SPINNEY: Je désire appeler l'attention du ministre sur une pétition envoyée par les habitants de Port Maitland et du voisinage demandant la construction d'un brise-lames dans cette localité, parce qu'il est essentiel pour leur industrie de pêche. Je ne veux pas prendre beaucoup de temps à cette heure tardive, mais je voudrais insister pour que cette pétition soit examinée favorablement par le département des Travaux publics. L'ingénieur principal a approuvé la pétition des habitants de la localité qui ont fait un effort pour obtenir l'aide nécessaire en vue de se livrer à leur industrie et de la développer le plus complètement possible. Je voudrais entendre